

«De Wever veut brutaliser les soins de santé»

La réforme fiscale à venir, version Bart De Wever, met la sécurité sociale en grand danger. Jean-Pascal Labille, le patron de Solidaris, monte au front pour dénoncer.

● Catherine ERNENS

Jean-Pascal Labille, vous êtes secrétaire général de l'Union nationale des Mutualités socialistes - Solidaris. Face à la réforme fiscale qui doit se négocier au fédéral, vous tirez la sonnette d'alarme.

Mon premier message va à M. De Wever. Si on touche à la sécurité sociale et aux mutualités, alors on touche au ciment de ce pays. La N-VA nationaliste veut affaiblir le système de soins de santé. Nous, notre ambition pour Solidaris est d'avoir une sécurité sociale forte, dynamique, au service des gens. M. De Wever veut brutaliser le système des soins de santé.

Toutes les études, belges ou internationales, démontrent que nous avons un des meilleurs systèmes santé de toute l'Europe. Dans notre rapport coût-qualité, on fait mieux que les Allemands, les Français, les Hollandais. Moins bien que les Roumains ou les Anglais mais sincèrement ils viennent se faire soigner chez nous, du coup.

Que préconisez-vous ?

Chacun doit vraiment laisser ses tabous au vestiaire. M. De We-

«Si on touche à la sécurité sociale et aux mutualités, alors on touche au ciment de ce pays.»

ver n'a en fait que des tabous. Il ne veut pas toucher aux voitures de société, aux grosses fortunes, aux revenus immobiliers, aux transactions financières ? Ce sont pourtant précisément des revenus qui ne participent pas à la solidarité et qui permettent une juste répartition fiscale.

Quand il s'attaque aux organisations syndicales, aux mutualités, à l'associatif, au monde culturel, c'est parce qu'il déteste tous les contre-pouvoirs. Et quand on combat les contre-pouvoirs, on est proche de la dictature. Les déclarations du président de la N-VA sont extrêmement préoccupantes.

Préoccupantes parce qu'elles s'attaquent au système social...

Nous, nous voulons renforcer le

système des soins de santé. C'est ça notre ambition. Quand on parle d'un glissement fiscal, pourquoi venir sur la sécurité sociale ? C'est aberrant. Quand De Wever fait la liste de ce à quoi il ne veut pas toucher, il ne reste plus que la sécurité sociale à dépecer. C'est cousu de fils blancs. J'espère que le MR restera sur sa ligne et bloquera ça.

Les Mutualités sont dans le viseur du gouvernement...

Affaiblir les Mutualités dans l'ensemble de leurs prestations et le faire à travers la tax-shift, c'est extrêmement malhonnête. C'est de la brutalité. Toucher aux Mutualités, ce n'est pas seulement atteindre les moins nantis, c'est taxer au bout du compte toute la classe moyenne.

Mais les Mutualités sont-elles des organismes politiques ? Solidaris est le bras armé du PS ?

Il se fait que la Belgique a été organisée sur des piliers : chrétien, socialiste, libéral. Mais nous ne sommes en aucune façon la mutualité du parti socialiste. Nous partageons des valeurs avec le PS et la FGTB. Nous sommes dans cette solidarité en termes de cohésion sociale. Tout le monde s'accorde à dire que la Belgique a le mieux résisté à la crise. Pourquoi ? Parce qu'elle repose sur un système fort et solide. ■

EN CHIFFRES

Voitures de société Le parc automobile de la Belgique compte un million de voitures de société. «Si on payait les gens avec des vrais revenus plutôt qu'avec des voitures, on ferait rentrer 4 milliards dans les

caisses de l'État en termes de cotisations sociales», signale Michel Jadot comme piste pour la réforme fiscale.

Sécu appréciée La Belgique est 3^e en termes de satisfaction des citoyens au regard de leur Sécu, loin devant la France (9^e) et l'Allemagne (10^e).

Frais administratifs Avec 3,07 % de frais d'administration par rapport aux dépenses de la sécu, la Belgique fait mieux que l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas (chiffres Eurostat 2012). Côté assurances privées, les frais d'administration varient entre 20 et 25 % (chiffres Mutualités chrétiennes).

Et si les Mutuelles géraient les allocations familiales transférées ?

Solidaris veut se positionner comme « guichet unique de protection sociale ». Et dans ce cadre, la mutualité socialiste propose de reprendre la gestion des allocations familiales qui est en cours de transfert du fédéral vers les régions. *« D'une part, la mutualité est le seul organisme où tout Belge doit s'affilier. Et d'autre part, nous avons l'expertise technique, informatique, humaine pour assurer ce service »*, argumente Jean-Pascal Labille. Solidaris se

penche aussi sur l'opportunité d'une gestion par les Mutuelles des allocations d'intégration pour personnes handicapées, d'aides aux personnes âgées... Idée : devenir le guichet social unique des affiliés de la Mutuelle. *« Cette approche a en plus l'intérêt de répondre aux besoins réels qu'ont les publics fragilisés de voir leurs problèmes envisagés dans leur globalité. »*

C'est l'un des dix points d'actions que Solidaris met sur

la table pour assurer la viabilité et le renforcement de la Sécu. On trouve aussi le soutien à la création d'une assurance autonomie au sein du système wallon, soit une protection sociale dépendance en Wallonie. Un point de face au vieillissement de la population, son besoin d'aides à domicile et de soins. Une revendication qui va à contre-courant des offres d'assurance dépendance qui fleurissent dans le privé et certaines mutualités. **C.Ern.**

Frais des Mutuelles : on ne touche pas

Michel Jadot, vous présidez les Mutualités socialistes et le comité de gestion de l'ONSS (Office nationale de sécurité sociale). Le gouvernement Michel veut s'attaquer aux frais administratifs des Mutualités, frais jugés extravagants.

Les frais d'administration des Mutualités, c'est 1 milliard par rapport à un budget de sécurité sociale (soins de santé et indemnités) de 31 milliards. Si on réduit ça de 100 ou 200 millions, comme ils le suggèrent, est-ce que ça va vraiment financer la sécurité sociale ? La N-VA parle d'une tax shift de 5 à 6 milliards, est-ce qu'ils vont trouver ça sur le dos des mutualités et des syndicats, comme la N-VA le suggère ?

Il n'y a pas moyen de faire en dessous de ce milliard ?

Vous croyez vraiment qu'on fait n'importe quoi avec ça ? Il y a quatre types de contrôles : interne, l'Inami, les réviseurs, la Cour des comptes. On est l'organisation la plus contrô-

lée de Belgique.

Concrètement, la fête des Solidarité, les campagnes de communication, c'est payé par ces frais administratifs ?

C'est un fantasme. C'est payé par une partie de cotisations des affiliés et par du sponsoring venant par exemple de la Loterie nationale. Et en plus, l'entrée payée par les gens qui est fixée à 25 euros. Ce n'est pas autant qu'un autre festival mais les gens picolent un peu, mangent, ça fait des recettes.

Jean-Pascal Labille, les Mutualités, et Solidaris, n'entretiennent-elles pas une forme de clientélisme ?

Et les organisations patronales, elles ne font pas de clientélisme ? On ne vit pas dans un monde abstrait. Nous avons des liens avec le parti socialiste. Mais en toute indépendance. La première de nos missions est de nous occuper des personnes en grande difficulté. Nous venons de créer un centre de prévention du suicide à Namur, par exemple.

C'est cela le rôle, et le but premier, des Mutualités.

Selon vous, il n'y a donc aucun gaspillage au niveau des Mutualités.

Non. Si on diminue les frais administratifs des Mutualités, on touche aux missions prioritaires, aux services, à l'aide aux personnes, qu'offrent les Mutualités. Il faut signaler que sur la législature précédente, les frais d'administration ont baissé.

Il y a sûrement des postes qu'on pourrait encore affiner. Et qu'il faille adapter le système à l'évolution de la société, c'est certain. Il y a cinquante ans, par exemple, il n'y avait pas de famille monoparentale. Mais l'essentiel c'est que les gens sont satisfaits du produit offert par les Mutualités et, en plus, ce dernier fait partie de ceux qui coûtent le moins cher. C'est quand même particulier de vouloir raboter ce qui est efficace et satisfaisant pour la population. ■